

ADRESSES

SOC-SAT (Sindicato de Obreros del Campo – Sindicato Andaluz de Trabajadores) Almeria
membre de la **Via Campesina**
I, bajo, 04006, Almería, Andalucía
Courriel : socialmeria@yahoo.es

Forum Civique Européen

Le Pigeonnier, F-04300 Forcalquier,
Courriel : France@forumcivique.org
www.forumcivique.org

Collectif de défense

des travailleurs saisonniers (Codetras)
BP 87 - 13303 Marseille cedex 3
Courriel codetras@espace.asso.fr
www.codetras.org

Confédération Paysanne

membre de la **Via Campesina**
104 rue Robespierre – 93170 Bagnolet
Courriel :
contact@confederationpaysanne.fr
www.confederationpaysanne.fr

Coordination paysanne européenne

18 rue de la Sablonière – 1000 Bruxelles
Belgique
www.cpefarmers.org

Plateforme pour une agriculture socialement durable

14, Mauverney, 1196 Gland, Suisse
Courriel : agrisodu@bluewin.ch
www.agrisodu.ch

L'autre syndicat

14, rue Mauverney
CH-1196 Gland, Suisse
Courriel : lautresyndicat@bluewin.ch
www.lautresyndicat.ch

Via Campesina

www.viacampesina.org

Ce document a été rédigé à partir des interventions du SOC, de la Confédération Paysanne, du Codetras, du Forum Civique Européen et de L'autre syndicat, et de Frédéric Decosse, Patrick Herman, Gérard Filoche, Alain Morice.

■ **Gérard Filoche** est inspecteur du travail depuis 1982. Il est rédacteur en chef de la revue *Démocratie & Socialisme* depuis 1992. Auteur de différents ouvrages dont «*Carnets d'un inspecteur du travail*», Edition Ramsay, 2004 ; «*On achève bien... les inspecteurs du travail*», Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2004 ; «*Le travail jetable*», Ramsay, 1997.

■ **Alain Morice** est anthropologue, chargé de recherche au CNRS. Il est responsable de la spécialité professionnelle « Migrations et relations interethniques » du Master Sociologie et anthropologie : Politique, culture et migrations. Il est membre de l'association Migreurop : <http://www.migreurop.org>. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont «*Comme des esclaves, ou les avatars de l'esclavage métaphorique*», Cahiers d'études africaines, n° 179-180, p. 1015-1036. *Les lois de l'inhospitalité : Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers* (dirigé avec Didier Fassin et Catherine Quiminal) La Découverte, Cahiers Libres, Paris, 1997.

■ **Patrick Herman** est paysan journaliste. A écrit différents articles sur les saisonniers en agriculture in *Le Monde diplomatique*, *Alternatives Internationales*, *Témoignage chrétien*. A paraître en janvier 2007 : «*La Roue: D'une rive à l'autre, la noria des saisonniers agricoles*», 90 photos de Yohanne Lamoulere, textes de Patrick Herman.

■ **Frédéric Decosse** est doctorant en sociologie sous la direction d'Annie Thébaud-Mony à l'EHESS sur «*Santé des travailleurs marocains en agriculture intensive : une approche comparative France-Espagne-Maroc*».



SOC (syndicat des ouvriers agricoles en Andalousie)

Le SOC (syndicat des ouvriers agricoles en Andalousie) défend depuis 30 ans les droits des journaliers. Traditionnellement il était implanté dans le centre de l'Andalousie, région de grandes propriétés foncières de fruits et d'olives qui employaient de nombreux journaliers andalous, environ 500 000 dont une majorité devait émigrer la plus grande partie de l'année à la recherche de travail ailleurs. Depuis les agressions racistes à El Ejido – province d'Almeria au sud est de l'Espagne – en 2000, le SOC s'est implanté dans cette région qui recouvre plus de 35 000 ha (en progression chaque année) de serres réparties entre 15000 petites exploitations familiales. La production annuelle est estimée à 4 millions de tonnes de fruits et légumes et plus de 1.5 millions de tonnes par an de déchets. Les quantités de pesticides sont considérables puisque les concentrations peuvent être jusqu'à 200 fois supérieures à celles autorisées dans l'agriculture classique, la nappe phréatique qui constitue l'unique ressource en eau de la région est désormais contaminée. Environ 90 000 immigrés venus du Maghreb, d'Afrique noire, d'Amérique latine et plus récemment d'Europe de l'est (32 nationalités) – hommes et femmes - y travaillent, dont la moitié en situation régulière. L'impossibilité de louer un logement à cause du racisme latent a engendré de véritables bidonvilles aux abords des serres sous des huttes de fortune, bricolées avec les déchets (plastiques, cordes, tôles, contre-plaqués, etc.) issus de l'agriculture. Une grande partie de l'économie de cette région repose sur ce modèle de production : l'agriculture intensive, industrielle. Il est donc très délicat de le remettre en cause en dénonçant l'exploitation des travailleurs ou encore les problèmes environnementaux qu'il

engendre. Le travail représente 60% des coûts dans les cultures de serres. Ce modèle ne tient donc que par une surenchère de l'exploitation de la main d'œuvre qui se traduit par une division des travailleurs entre eux et leur remplacement continué organisé par les employeurs. Une politique de sur-offre permanente de main d'œuvre maintient également cette exploitation : certains travaillent 3 à 5 jours par mois uniquement, et chaque matin se retrouvent sur le marché du travail en offrant leur force de travail pour un coût toujours plus bas pour l'employeur. Le SOC fait un travail d'information, de défense juridique tant au niveau du droit du travail que du droit des étrangers. Il se bat souvent seul pour défendre ouvriers et ouvrières agricoles dans leur grande majorité étrangers. Le SOC a organisé les plus précaires des européens dans les années 70-80, désormais il organise tout un secteur de travailleurs maintenant majoritaires dont les grands syndicats (CGT....) font peu de cas.

YACOMBA est ivoirien, émigré d'abord au Mali suite aux événements xénophobes récents dans le pays d'Houphouët, il décide de partir vers l'Europe, laissant parents, femme et enfants sur place. Il part avec une douzaine de compagnons vers la Mauritanie, puis pour 1400 euros traverse dans une barque de fortune, pendant 4 jours, l'océan pour atteindre l'Espagne où il découvrira un nouvel enfer.



KATARINA fait partie des 90 000 travailleurs saisonniers qui travaillent dans les serres de la région d'Almeria (Andalousie). Elle est ingénieure cartographe en Ukraine. Elle a quitté sa famille il y a 3 ans lorsqu'elle a appris qu'au sud de l'Europe, on embauchait femmes et hommes n'ayant pas peur de travailler, avec une rétribution qui paraît d'or en comparaison de sa situation à ce moment en Ukraine. Mais en arrivant, c'est le choc, sous les tunnels de plastique des températures qu'elle n'a jamais connues et un air irrespirable. Sur les 700 euros qu'elle gagne chaque mois, elle en dépense 200 pour se nourrir et autant de loyer pour une maison qu'elle partage avec d'autres femmes, ne pouvant supporter les conditions insalubres de leurs logements près des serres. Elle cotise également 42 euros de sécurité sociale et elle envoie le reste en Ukraine pour payer le crédit de sa maison et aider ses enfants et son mari.

EN ESPAGNE, l'immigration est organisée par l'Etat et cogérée par les syndicats agricoles majoritaires avec les contrats d'origine. En 2003, 7000 femmes sont venues travailler dans la région de Huelva, 22 000 en 2005 et 32 000 en 2006 venant de Pologne et de Roumanie mais également – phénomène récent - du Maroc (8000 en 2005). Ces femmes ne travaillent pas à temps plein. Chaque année le nombre de femmes venant travailler augmente pour maintenir une sur-offre de la main d'œuvre. Employeurs et entreprises commercialisant les fraises organisent sur place des bureaux de recrutement pour la main d'œuvre dont ils ont besoin.